

France/Attentats de Paris Hommage national aux victimes

AFP
Paris/France

La cérémonie, sobre et poignante, a été l'occasion pour le président François Hollande de promettre la destruction de "l'armée des fanatiques" de l'EI.

FRANÇOIS Hollande a promis hier de "détruire l'armée des fanatiques" du groupe Etat islamique, tout en encourageant une France "frappée au cœur" à rester elle-même en allant au stade et au spectacle, lors d'un hommage aux victimes des pires attentats de l'histoire du pays.

Deux semaines exactement après les attaques qui ont fait 130 morts et plus de 350 blessés, plus de 2 600 personnes se sont recueillies dans la cour des Invalides, à Paris, lors d'une cérémonie retransmise en direct par plusieurs chaînes de télévision, y compris la BBC britannique ou l'américaine CNN.

Lola, 17 ans, Elodie, 23 ans, Jean-Jacques, 68 ans... la triste litanie des noms des victimes a été égrenée dans



Photo : AFP

Le président François Hollande hier dans la cour des Invalides : "Nous détruisons l'armée des fanatiques (qui agit) au nom d'une cause folle et d'un Dieu trahi."

un profond silence, tandis que défilaient leurs portraits sur fond noir.

"130 vies arrachées, 130 rires que l'on n'entendra plus", a dit, ému, le président Hollande en référence à ces vies fauchées dans une salle de concert, dans des bars, des restaurants ou aux abords du stade de France, aux portes de Paris.

Face à leurs proches et à des dizaines de blessés, le chef de l'Etat a promis "solennellement" de "détruire l'armée

des fanatiques", qui agit "au nom d'une cause folle et d'un Dieu trahi".

Mais la France "restera elle-même", a-t-il ajouté. "La liberté ne demande pas à être vengée mais à être servie."

Pour lui, les "terroristes" "voulait ensevelir" la "joie" des Français "dans le fracas de leurs bombes". "Pour mieux leur répondre, nous multiplierons les chansons, les concerts, les spectacles; nous continuerons à aller dans les stades."

La plupart des victimes "avaient moins de 35 ans", "c'était la jeunesse d'un peuple libre", a encore souligné François Hollande.

"A LA HAUTEUR" • Quelques familles de victimes avaient décidé de boycotter la cérémonie. Elles accusent le gouvernement socialiste de ne pas avoir réagi avec suffisamment de fermeté après la première vague d'attentats à Paris, en janvier. Dix-sept personnes avaient alors péri

dans des attaques contre le journal satirique Charlie Hebdo, des policiers et un supermarché cacher.

"C'était à la hauteur de ce que nous attendions", "très émouvant", a toutefois réagi le père d'un spectateur blessé dans l'attaque contre la salle de concert du Bataclan.

"Cet hommage m'a beaucoup impressionné, même si au fond ça ne change rien à la douleur que l'on ressent", a estimé pour sa part François Giroud, père d'un jeune homme tombé au même endroit. "L'Etat nous montre là qu'il est présent avec nous." Invités par le président français à s'associer à l'événement en arborant au même moment le drapeau tricolore à leurs fenêtres, peu de Français ont répondu à l'appel. Peut-être parce que dans un pays réservé vis-à-vis des symboles nationaux, rares sont les familles à disposer de la bannière française.

Mais sur les sites des attentats, des dizaines de personnes se sont recueillies, déposant ici une rose blanche, là un mot de soutien. "Tout un pays souffre aujourd'hui", confie Elise Capvenat, 48 ans, devant le Bataclan.

Burkina/Présidentielle ce dimanche

Une première sans Compaoré et sans certitudes

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

La présidentielle, couplée à des législatives, doit tourner la page d'une transition ouverte fin 2014.

CINQ millions d'électeurs sont attendus ce dimanche pour la première présidentielle post-Compaoré au Burkina Faso, dont le vainqueur dirigera la première alternance démocratique depuis des décennies dans un pays à l'histoire marquée par de nombreux coups d'Etat.

"Pour la première fois depuis 50 ans, il y a une incertitude électorale, on ne connaît pas le vainqueur à l'avance. C'est un point positif et ça change fondamentalement par rapport aux autres élections que nous avons connues", analyse Abdoulaye Soma, agrégé de droit et président de la Société burkinabè de droit constitutionnel.

Initialement prévues le 11 octobre, les élections présidentielle et législatives ont été reportées au 29 novembre en raison du coup d'Etat manqué du 17 septembre mené par un ancien bras droit de l'ex-président Blaise Compaoré, le général Gilbert Diendéré, qui a depuis été



Photo : AFP

Le ministre délégué à la Sécurité Alain Zagré se veut rassurant quant à la tenue dans de bonnes conditions des élections générales de ce dimanche.

arrêté.

La mobilisation populaire a mis le putsch en échec et l'attente est désormais grande dans ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest d'un peu moins de 20 millions d'habitants qui espère voir dans ces élections le début d'une longue ère démocratique.

Ces scrutins doivent tourner la page de la transition politique mise en place après l'insurrection populaire qui a chassé fin 2014 Blaise Compaoré, qui tenta de modifier la Constitution pour briguer un nouveau mandat, après 27 ans au pouvoir.

Quatorze candidats sont en lice pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Aucun membre de la Transition - président et ministres -

qui a succédé au régime de Compaoré n'est autorisé à participer à cette élection.

L'OMBRE DU "BEAU BLAISE" • C'est la première fois depuis le début des années 1980 que M. Compaoré sera physiquement absent d'une élection à enjeu national. Son parti, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), qui fonctionnait jadis comme un parti-Etat remportant tous les scrutins, ne sera pas non plus représenté à la présidentielle.

Plusieurs proches du régime ont été exclus des deux scrutins. Une loi controversée interdit aux pro-Compaoré ayant soutenu le projet de révision constitutionnelle de briguer des mandats électoraux.

Mais l'ombre du "Beau Blaise", exilé en Côte d'Ivoire voisine, planera sur cette campagne.

Sept des quatorze candidats ont été plus ou moins des compagnons et des barons du régime déchu. Roch Marc Christian Kaboré et Zéphirin Diabré, considérés comme les deux favoris, sont des anciens ministres. Le premier est resté avec Compaoré pendant 26 ans, occupant les prestigieux postes de Premier ministre puis de président de l'Assemblée nationale. Il a aussi été patron du CDP avant de tomber en disgrâce. Il a quitté le parti dix mois avant la chute du régime.

"Nous allons bâtir un Burkina Faso nouveau où il fait bon vivre, où les fruits de la croissance seront partagés entre tous et non par une seule poignée de personnes qui se sucrèrent sur le dos de la population", a-t-il promis. Il espère une victoire dès le premier tour.

Pour sa part, même s'il a quitté le pays pendant de nombreuses années pour travailler dans le privé, M. Diabré doit une grande partie de sa carrière à Compaoré.

"J'ai quitté les affaires de l'Etat en 1997. Je suis passé par le sas de décontamination !", a-t-il dit, soulignant qu'il a été le chef de file de l'opposition jusqu'à la chute de Compaoré. "Ce qui fait la chimie entre les Burkinabè et

moi, c'est le rôle politique que j'ai joué pour amener le changement".

La plupart des candidats, dont deux femmes, se posent en représentant du "changement".

"Celui qui gagnera devra faire une révolution interne et marquer une rupture par rapport aux pratiques du passé", commente M. Soma qui estime que la participation devrait être supérieure aux scores habituels tournant autour de 50% lors des élections de l'ère Compaoré. Environ 25 000 membres des forces de l'ordre ont été déployés pour sécuriser l'élection dans ce pays à majorité musulmane qui a été touché pour la première fois de son histoire par le jihadisme en 2015. Les attaques, dont la plus spectaculaire a coûté la vie à trois gendarmes et un civil en octobre, se sont produites dans le Nord près de la frontière avec le Mali, touché par l'attaque du 20 novembre.

"Le risque sécuritaire zéro n'existe pas. Des pays ayant des moyens plus importants ont quand même été surpris (...) mais nous avons tellement monté le niveau de vigilance que nous avons minimisé les risques possibles de déstabilisation", a affirmé le ministre délégué à la Sécurité Alain Zagré qui a réquisitionné "des militaires et paramilitaires à la retraite".

L'Afrique en bref

• **Bénin/Présidentielle.** Lionel Zinsou, candidat du pouvoir

Le Premier ministre du Bénin Lionel Zinsou a été désigné jeudi candidat du parti au pouvoir à la présidentielle du 28 février 2016, à l'issue d'une réunion du chef de l'Etat Thomas Boni Yayi et des députés de son parti.

• **Côte d'Ivoire/CPI.** Gbagbo apte à participer à son procès

L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo est "physiquement et mentalement" apte à participer à son procès pour crimes contre l'humanité, qui doit s'ouvrir le 28 janvier, ont décidé hier les juges de la Cour pénale internationale.

• **Mali/Attentat.** Les progrès de l'enquête

L'enquête sur la récente attaque meurtrière contre un grand hôtel à Bamako "avance bien", a annoncé jeudi le gouvernement malien alors que deux suspects liés à cette affaire ont été arrêtés dans la capitale malienne.

• **Nigeria/Attentat.** 21 morts près de Kano

Un attentat-suicide a fait au moins 21 morts hier, dans le nord-est du Nigeria, endeuillant une procession de musulmans chiites organisée à 20 kilomètres au sud de Kano, à l'occasion du 40e jour du deuil de l'Achoura.

• **Ouganda/Religion.** Le pape à Entebbe



Photo : AFP

Le pape François est arrivé hier à Entebbe, en Ouganda, deuxième étape de sa tournée en Afrique après le Kenya où il a dénoncé "l'injustice atroce" faites aux habitants des bidonvilles par des minorités qui concentrent le "pouvoir et la richesse".

A travers le monde

• **Etats-Unis/Justice.** Un homme inculpé pour l'"exécution" d'un garçon de neuf ans

Un homme a été inculpé pour l'assassinat d'un garçon de neuf ans, retrouvé criblé de balles en plein jour, a annoncé hier la police de Chicago, qui a lié ce crime ayant profondément choqué aux Etats-Unis à un règlement de comptes entre gangs.

• **Russie/Diplomatie.** Moscou durcit ses représailles contre Ankara

La Russie a durci hier ses représailles contre la Turquie, rétablissant l'obligation de visas pour les Turcs alors qu'Ankara, accusé d'avoir "dépassé les limites" en abattant un bombardier russe près de la frontière syrienne, cherchait à l'inverse à renouer les contacts pour "apaiser les tensions".